



## Décision individuelle N°2020-264

**Pétitionnaire :** SINTEGRA pour le compte de l'ONF

**Adresse :** agence de Meylan, CS30003 – 38241 MEYLAN cedex

**Nature de la demande :** prises de vues et survol d'aéronef motorisé à moins de 1000 mètres du sol en cœur de Parc national

**Intitulé du projet :** Réalisation d'une couverture photographique destinée au suivi des couvertures végétales

**Localisation :** Ubac de Monier, Valplane / Prés de Madame de France, commune d'Allos (04)

**La directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,**

**Vu** le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-19-2 et R.331-68,

**Vu** le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

**Vu** le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 3, 29 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

**Considérant** la demande formulée en date du 03 septembre 2020 par Monsieur JOURDANA Sylvain, ingénieur au sein de SINTEGRA,

**Considérant** que le survol répond à un besoin d'acquisition d'images aériennes de la part de l'Office national des forêts, en vue de suivre l'évolution des couvertures végétales,

**Considérant** qu'à la période de survol envisagée, l'Aigle Royal est encore en période de reproduction et que plusieurs dortoirs de Vautour fauve sont occupés dans les secteurs de survol envisagés,

**Considérant** qu'il convient à ce titre, de préserver ces individus des dérangements anthropiques par l'intermédiaire de prescriptions spécifiques aux plans de vols de l'aéronef,

### DÉCIDE

#### Article 1 : Identité du demandeur – Nature de la demande

La société SINTEGRA, représenté par M. LEBOURG Jérôme - directeur de l'agence de Meylan, est autorisée aux conditions définies aux articles suivants, à effectuer des survols à moins de 1000 m du sol et des prises de vues professionnelles ou à but commercial, dans le cœur du parc national du Mercantour sur les secteurs de l'Ubac de Monier, Valplane - Prés de Madame de France, situés sur la commune d'Allos (04)

Ces opérations sont destinées à réaliser une couverture photographique de la végétation pour le compte de l'Office national des forêts.

## **Article 2 : Prescriptions**

La présente autorisation est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

2.1. Le survol de l'aéronef est uniquement autorisé dans la zone identifiée au plan annexé à la présente.

**2.2. Le survol des « zones sensibles », telles que figurées aux plans de vol annexés, est interdit en toutes circonstances dans la zone cœur de Parc national.**

2.3. Éléments d'identification

nom du pilote : DE BLAERE Guillaume  
type d'appareil : avion modèle Partenavia P-68  
n° de l'appareil : F-HEEY

## **Article 3 : Durée**

La présente autorisation est délivrée à compter de la date de signature de la présente et jusqu'au 30 septembre 2020,

**- à l'exclusion de la date du 23 septembre 2020**

**- et sous réserve d'informer le chef de service territorial concerné 24h à l'avance par courriel, de la date exacte des survols.**

Contacts :

chef de S.T - FRIBOURG Xavier ([xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr](mailto:xavier.fribourg@mercantour-parcnational.fr))

adjoint « Verdon » CULOTTA Jean-Marc ([jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr](mailto:jean-marc.culotta@mercantour-parcnational.fr))

☎ : 04.92.83.04.18

## **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles dans les conditions mentionnées à aux articles L.170-1 et suivants du code de l'environnement, notamment par les agents de l'Établissement public du Parc national du Mercantour ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

## **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du Parc national. Elle ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

## **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du Parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

## **Article 7 : Responsabilité**

L'Établissement public du Parc national du Mercantour décline toute responsabilité concernant la sûreté et la sécurité de l'activité.

**Article 8 : Publication**

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 18 septembre 2020



La directrice  
du Parc national du Mercantour



**Aline COMEAU**

-----  
Copies :

- service territorial Ubaye-Verdon

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent



